

Entre Pékin et Tokyo, l'ombre des nationalismes

PAR CLAUDE LEBLANC *

Si, comme l'affirment les sociologues, le sport est le miroir d'une société et de ses frustrations, nul doute que les événements qui se sont déroulés le 7 août 2004 dans l'enceinte et à l'extérieur du Stade des ouvriers, à Pékin, marquent un tournant dans les relations entre la Chine et le Japon. Ce jour-là, les équipes de football des deux pays s'affrontaient en finale de la Coupe d'Asie des nations. Déjà, de nombreux incidents avaient émaillé le déroulement des matches préliminaires, grâce auxquels le Japon était parvenu à se qualifier pour défendre son titre gagné en 2000, notamment au cours des rencontres à Chongqing, au centre-ouest du pays.

L'hostilité du public chinois s'était manifestée à de très nombreuses reprises. Il ne s'agissait pas de quelques sifflets, habituels dans ce genre de match, mais bien d'actes antijaponais. Les sifflets avaient couvert l'hymne national japonais et reprenaient chaque fois qu'un joueur nippon touchait le ballon. Rappelant que leur ville avait été massivement bombardée par l'armée impériale japonaise pendant la seconde guerre mondiale, les habitants de Chongqing entendaient signifier à des Japonais, sportifs ou simples spectateurs, leur fierté d'être chinois. Quitte à mettre dans l'embarras les autorités de leur pays.

« *Personne ne peut soutenir un patriotisme de cette nature* », pouvait-on lire en première page du *Quotidien de la jeunesse* à la veille de la grande finale du 7 août. L'organe officiel rappelait à ses lecteurs qu'il ne fallait pas « *confondre sport et politique* », donnant à penser que le gouvernement chinois avait de plus en plus de mal à canaliser le nationalisme d'une population désireuse de voir le Japon une nouvelle fois battu. Les incidents qui se sont déroulés autour du Stade des ouvriers après la défaite (3 buts à 1) de l'équipe chinoise, en dépit de la présence de 16 000 policiers, ont confirmé les difficultés des dirigeants chinois à maîtriser ce mouvement, qu'ils avaient contribué à alimenter au cours des dernières années.

Les rapports conflictuels entre la Chine et le Japon ont une longue histoire. Tandis que l'empire du Milieu, puissance dominante en Asie pendant des siècles, subissait la loi des Occidentaux à la fin du XIXe siècle (lire « *Les guerres de l'opium revisitées* »), le Japon refusait de connaître le même sort et relevait le défi de se mettre au niveau d'un Occident conquérant. Cela impliquait, entre autres, que le pays du Soleil-Levant voulait aussi sa part de colonies. La Chine dut subir l'assaut nippon, qui s'acheva en avril 1895 par le traité de Shimonoseki, la contraignant à renoncer à Taïwan et à reconnaître le protectorat de fait du Japon sur la Corée. Humiliés, les Chinois ne se remirent jamais de cette défaite, qui, plus d'un siècle plus tard, figure en bonne place dans leur contentieux à l'encontre du Japon. La lutte contre l'occupant japonais a été l'un des éléments moteurs de la renaissance du nationalisme chinois, dont la priorité était avant tout de reconstruire l'unité nationale. Depuis lors, la fierté d'avoir participé à la défaite du Japon fut soigneusement entretenue par les autorités, qui surent en faire bon usage lorsque la situation l'exigeait (négociations difficiles avec Tokyo, menaces japonaises de suspendre l'aide au développement, etc.).

Toutefois, l'expression de ce nationalisme restait circonscrite. Chinois et Japonais ne disposaient pas de moyens directs pour rivaliser en Asie. Ce n'est qu'avec la fin de la guerre froide que les deux pays retrouvèrent les conditions d'une opposition directe. Face à un Japon en difficulté économique, mais plus enclin à jouer un rôle politique dans les affaires asiatiques, la Chine, avec son taux de croissance à deux chiffres, entendait reprendre sa place centrale sur l'échiquier régional sans que Tokyo intervienne. Et, devant la montée des contestations intérieures, Pékin trouva dans l'exploitation du sentiment patriotique un moyen idéal de compenser les frustrations d'une partie de sa population.

« Depuis que le Parti communiste chinois n'est plus communiste, il se doit d'être chinois », notait Thomas Christensen dans les colonnes de *Foreign Affairs* (1). Le Japon n'est pas la seule cible, mais le rapprochement entre Pékin et Washington, après 2001, au nom de la lutte contre le terrorisme, a contribué à faire de Tokyo l'ennemi principal des autorités chinoises. Le gouvernement a donc fait de l'enseignement patriotique (*aiguo jiaoyu*) l'une de ses priorités. Dans les manuels scolaires et à chaque fois que l'occasion se présente, on rappelle l'humiliation vécue dans le passé sous l'impulsion des « démons occidentaux » (*yang guizi*) et des « démons » (*guizi*) tout court – c'est-à-dire les Japonais (2). Le quotidien japonais *Yomiuri Shimbun* (3) relevait récemment les exemples de cette éducation nationaliste.

Dans *Histoire de Chine*, manuel scolaire le plus répandu dans les collèges chinois et publié par les Editions pour l'enseignement populaire, *Yomiuri* rapportait que pas moins de neuf chapitres abordent l'invasion japonaise en Chine, en mettant l'accent sur les crimes commis par l'armée impériale. « Face au développement de l'économie de marché et à l'ébranlement de l'idéologie socialiste, le Parti communiste chinois a pour unique chance de survie un patriotisme exacerbé », estimait le quotidien japonais (4).

Le plus inquiétant, c'est la difficulté qu'ont les autorités chinoises à contrôler les dérapages nationalistes d'une opinion publique alimentée depuis plusieurs années par leur propagande. L'année 2003 a été particulièrement riche en incidents. En juin, des militants chinois ont mis sur pied le premier voyage jamais organisé vers les îles Senkaku (Diaoyu en chinois), afin de relancer les revendications chinoises sur ces quelques îlots situés entre Taïwan et Okinawa. Le mauvais temps et la présence des gardes-côtes japonais ne leur ont pas permis de débarquer. Leur tentative obligea cependant le ministère des affaires étrangères chinois à prendre position et à rappeler que « la souveraineté de la Chine sur ces îles est indiscutable ». Quelques jours plus tard, une pétition lancée contre la décision du gouvernement d'attribuer à une entreprise nipponne la construction de la ligne à grande vitesse Pékin-Shanghai obtint plus de 90 000 signatures.

Le 4 août, lors de travaux de terrassement, des ouvriers percèrent par accident des obus japonais contenant du gaz moutarde, entraînant la mort d'un de ces ouvriers et en blessant une douzaine d'autres. Les photographies publiées dans la presse déchaînèrent de violentes réactions. Une nouvelle pétition exigeant que le gouvernement japonais règle une fois pour toutes la question des armes chimiques encore présentes sur le sol national recueillit un million de signatures et fut présentée à l'ambassade du Japon à Pékin, au moment où les diplomates des deux pays discutaient du sujet.

Deux semaines plus tard, le 18 septembre, un groupe de 400 hommes d'affaires japonais descendus dans un hôtel de Zhu Hai, au nord de Macao, furent surpris alors qu'ils louaient les services de quelque 500 prostituées chinoises. Les faits furent cités dans les journaux, entraînant une vague d'indignation dans tout le pays. L'affaire coïncidait avec le 72e anniversaire de l'incident de Moukden [aujourd'hui Shenyang], en 1931, qui avait conduit à l'occupation de la Mandchourie par l'armée japonaise. Pour 90 % des personnes ayant répondu à un sondage publié en ligne sur le site Sohu.net, cette affaire de prostitution révélait bien « l'intention du Japon d'humilier la Chine ».

Une grande partie des actions entreprises par les militants nationalistes chinois l'ont été à partir d'Internet. Malgré ses efforts pour limiter la liberté d'expression sur le réseau mondial, le gouvernement n'est pas parvenu à empêcher les plus vindicatifs de donner de la voix. Avec une population d'internautes en augmentation permanente, les autorités ont déjà bien trop de travail avec la chasse à la cyberdissidence (5) pour se lancer en plus derrière les nationalistes. Outre les opérations de mobilisation de l'opinion publique, Internet est utilisé par des pirates informatiques chinois pour

lancer des attaques contre des sites officiels japonais.

Si le gouvernement japonais se montre très attentif à la montée du nationalisme chez son voisin, de nombreux observateurs s'inquiètent d'une dérive similaire dans l'Archipel, même si celle-ci ne résulte pas d'une volonté politique affirmée. On perçoit une moindre résistance face à un discours qui s'est affermi et structuré au cours de la dernière décennie. Après la reddition du Japon en 1945, les nostalgiques d'un empire du Soleil-Levant rayonnant ont milité au sein de groupuscules d'extrême droite ; une de leurs principales caractéristiques était de circuler dans les rues des cités japonaises au volant de camionnettes noires décorées du drapeau national et du chrysanthème (emblème de la famille impériale), en proférant des discours sur la grandeur de l'Archipel et sur les injustices territoriales dont le pays avait été victime à l'issue de la guerre. Peu de personnes prêtaient attention à leurs gesticulations bruyantes.

On se préoccupait davantage des tentatives du gouvernement d'imposer une certaine lecture de l'histoire ou de refuser d'inclure dans les manuels scolaires des passages rappelant les exactions de l'armée impériale en Asie. A chaque nouvelle parution de manuels, la plupart des pays asiatiques protestaient avec virulence contre la censure imposée par le ministère de l'éducation japonais ; ils étaient relayés à l'intérieur du Japon par les puissants syndicats d'enseignants, qui, outre des actions en justice, mobilisaient leurs membres pour qu'ils abordent les sujets tabous dans les classes. De nombreux enseignants refusaient de participer au lever des couleurs et à l'exécution de l'hymne national lors des cérémonies de rentrée, au mois d'avril. Si cette vigilance n'a pas empêché quelques responsables politiques de tenir des propos nationalistes et de se rendre régulièrement au sanctuaire Yasukuni, à Tokyo, où sont conservées les cendres des soldats – y compris celles des criminels de guerre –, elle a joué un rôle essentiel de garde-fou.

Cela était d'autant plus facile que le Japon n'avait pas besoin de s'affirmer par rapport à d'autres pays. Protégé militairement par les Etats-Unis, qui en avaient fait le dernier rempart face au communisme, le Japon pouvait se consacrer à son développement économique, ce qui lui permit de se hisser au deuxième rang des puissances économiques de la planète.

Une jeunesse moins pacifiste

Les bouleversements liés à l'effondrement du système soviétique, à la fin des années 1980, ont coïncidé avec l'éclatement de la bulle financière. En un laps de temps très court, les Japonais furent confrontés à un nouvel ordre mondial auquel ils ne s'étaient pas préparés. Habités à être couvés et protégés par l'ami américain, ils ont brutalement réalisé que ce dernier ne partageait peut-être plus tout à fait les mêmes objectifs. La menace soviétique ayant disparu, Washington se tournait vers Pékin plutôt que vers Tokyo. Le discours nationaliste s'est dès lors structuré autour de notions moins vagues que, par exemple, le « *respect à l'égard de l'empereur* ». La cible visée a aussi évolué. Fini les nostalgiques de la puissance nippone, place à la jeunesse.

Touchés de plein fouet par la crise économique, de nombreux jeunes furent séduits par les sirènes du nationalisme, comme en témoigne le succès des bandes dessinées de Yoshinori Kobayashi – auteur notamment du *Manifeste du nouvel orgueilisme* (*Shin gomanizumu*) –, dans lesquelles il encourage ses lecteurs à se montrer plus fiers d'être japonais et à refuser les leçons données par les autres (6). L'affaire du sang contaminé, la mauvaise gestion du séisme de Kobé, en janvier 1995, ou encore l'attentat au gaz sarin commis par la secte Aum dans le métro tokyoïte en mars de la même année ont été l'occasion de critiquer les pouvoirs publics et d'encourager les Japonais à refuser d'être gouvernés par des « ventres mous ». Il n'est pas étonnant qu'un homme comme M. Shintaro Ishihara, à qui l'on doit notamment le pamphlet *Le Japon qui peut dire non* (*No to ieru Nippon*) en 1989 (7), ait finalement réussi à se faire élire gouverneur de Tokyo avec une très confortable avance sur tous ses

concurrents. Provocateur dans l'âme, M. Ishihara fait souvent la « une » des journaux avec ses déclarations tonitruantes sur les pays voisins et oblige le premier ministre à lui emboîter le pas en se montrant tout aussi intransigeant, avec la Chine notamment.

Les jeunes sont de plus en plus nombreux à fréquenter le sanctuaire Yasukuni. Selon un sondage réalisé par l'*Asahi Shimbun* en avril 2004, 63 % des 20-30 ans étaient favorables à une révision de la Constitution pacifiste issue de la seconde guerre mondiale pour que soit légalisée l'existence d'une armée régulière (8), tandis que les plus âgés exprimaient majoritairement leur opposition. Ce sont aussi des jeunes qui emplissent les stades, où ils n'hésitent plus à brandir le drapeau national (*Hi no maru*) et à reprendre en chœur l'hymne souvent décrié par le passé. C'est ce que la psychiatre Rika Kayama baptise « le syndrome du "puchi" [transcription japonaise de l'adjectif français "petit"] *nationalisme* (9) ». Ce mouvement s'accompagne d'une redécouverte de la langue japonaise et d'un retour au terroir. Même si elle reste très ouverte aux influences occidentales, la jeunesse semble désormais très fière de son passé et de ses racines. A ses yeux, la honte d'être japonais, c'est-à-dire de supporter le poids du passé militaire et agressif, n'a plus lieu d'être.

Ce « petit » nationalisme japonais s'apparente davantage à une quête identitaire pour une génération livrée à elle-même au lendemain de la crise des années 1990. Il pourrait cependant grandir si, demain, les dérapages incontrôlés du côté chinois devaient se multiplier. Jamais la Chine et le Japon n'avaient été aussi éloignés depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

CLAUDE LEBLANC

* Journaliste.

- (1) *Foreign Affairs*, n° 5, New York, 1996.
- (2) Chi Li, *Triste vie*, Actes Sud, Arles, 1998.
- (3) *Yomiuri Shimbun*, Tokyo, 3 septembre 2004.
- (4) 5 août 2004.
- (5) Reporters sans frontières, *Internet sous surveillance*, Paris, 2004.
- (6) Lire Philippe Pons, « Le négationnisme dans les mangas », *Le Monde diplomatique*, octobre 2001.
- (7) Paru en France sous le titre *Le Japon sans complexe*, Dunod, Paris, 1991.
- (8) L'article 9 de la Constitution interdit au Japon de posséder une armée. Il s'agirait donc de supprimer l'article en question et d'entériner le fait que le pays s'est doté de forces d'autodéfense qui ont tout d'une armée régulière.
- (9) Rika Kayama, *Puchi nashonarizumu shôkôgun*, éd. Chûô Kôron Shinsha, Tokyo, 2002.

Mots-clés

- **Asie**
- **Chine**

- **Japon**
- **Mutation**
- **Nationalismes**
- **Société**

Dans une autre langue :

- **Unfriendly neighbours**
- **Böse Geister und Chrysanthemen**

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Tous droits Réservés © 2008 Le Monde diplomatique.